

# DE MEILLEURES ENTREPRISES, UN MONDE MEILLEUR

## NOTE DE SYNTHÈSE

Rapport de la Commission des entreprises et du développement durable

Janvier 2017



**Au cours de ces 30 dernières années, le monde a connu d'énormes progrès à la fois sur le plan social et technologique. Nous avons vécu une croissance économique sans précédent et extrait de la pauvreté plusieurs centaines de millions de personnes. Nous bénéficions d'une révolution numérique radicale qui pourrait nous aider à résoudre nos défis sociaux et environnementaux les plus urgents. Malgré ces succès, notre modèle actuel de développement est profondément défectueux.**

Les signes de son échec et de ses imperfections sont perceptibles sur tous les marchés actuels. La fréquence des catastrophes naturelles provoquées par le changement climatique a doublé depuis les années 1980<sup>1</sup>. La violence et les conflits armés ont coûté au monde l'équivalent de neuf pour cent du PIB en 2014, alors que la perte de biodiversité et la détérioration des écosystèmes comptent pour environ trois pour cent de ce même PIB<sup>2</sup>. Nous continuons d'investir dans des infrastructures à haute teneur en carbone à un rythme qui risque de nous entraîner vers des changements climatiques irréversibles et extrêmement néfastes. Les inégalités sociales et le chômage des jeunes s'aggravent dans tous les pays du monde, tandis que les femmes continuent d'être payées en moyenne 25 % de moins que les hommes pour un travail équivalent<sup>3</sup>.

### « Le salaire réel médian est resté stable dans les économies développées depuis les années 1980 ».

Le salaire réel médian est resté stable dans les économies développées depuis les années 1980, ce qui suscite une profonde inquiétude quant à l'impact de l'automatisation sur les emplois des secteurs des services et de la fabrication, et génère une opposition à l'élargissement de la mondialisation. Les taux d'intérêt réels se situent à un niveau historiquement bas, voire négatif, dans plusieurs grandes économies, tandis que le montant total de la dette reste incroyablement élevé. Les perspectives économiques oscillent de manière imprévisible entre le techno-optimisme et le pessimisme politique.

L'incertitude qu'elles provoquent rend la tâche difficile pour les chefs d'entreprise de trouver la voie à suivre. Plutôt que de s'engager dans une politique d'investissement à long terme, de nombreuses entreprises ne prennent pas de risque : elles se reposent sur leurs liquidités, rachètent des actions et reversent des dividendes élevés. Le dernier rapport mondial d'Edelman sur la confiance envers les entreprises montre une baisse de deux chiffres de la crédibilité des dirigeants d'entreprise dans 80 pour cent des pays observés<sup>4</sup>.

Que peuvent faire les chefs d'entreprise dans ces conditions ?

Ce rapport offre une alternative positive : définir une stratégie commerciale et transformer les marchés en suivant les Objectifs de Développement durable des Nations Unies. L'année dernière, la Commission des entreprises et du développement durable a étudié l'impact sur les entreprises de la réalisation de ces 17 objectifs, également connus sous le nom d'Objectifs mondiaux et qui ont été approuvés par les États membres des Nations Unies en septembre 2015<sup>5</sup>. Les politiques des États membres auront pour objectif de réaliser les Objectifs mondiaux au cours des quinze prochaines années (Annexe 1).

La réalisation des Objectifs mondiaux créerait un monde globalement durable, c'est-à-dire socialement équitable, sûr du point de vue environnemental, économiquement prospère,

## ANNEXE 1 :

### Les Objectifs mondiaux pour un développement durable



inclusif et prévisible. À condition que les entreprises avancent ensemble dans la même direction, ces objectifs définissent le seul modèle viable pour une croissance à long terme. Les objectifs sont conçus pour interagir, aussi la réalisation de tous les objectifs aura-t-elle un impact beaucoup plus grand que la concrétisation de certains d'entre eux seulement. Certes, les résultats ne seront pas le paradis sur terre et de nombreux défis pratiques resteront encore à surmonter. Mais le monde se trouverait sans aucun doute sur une voie meilleure et plus résiliente. Nous pourrions construire une économie d'abondance.

Ce sont des résultats que les chefs d'entreprise ne manqueront pas de soutenir. Toutefois, il est moins probable qu'ils acceptent la responsabilité de leur mise en œuvre : un sondage montre que le monde des entreprises estime pour moitié que cette action relève du rôle des gouvernements<sup>6</sup>.

Nos recherches indiquent pour leur part une tendance très différente. Elles révèlent tout d'abord que les entreprises ont vraiment besoin des Objectifs mondiaux. Ces derniers offrent en effet une stratégie de croissance formidable aux entreprises individuelles, aux entreprises en général, ainsi qu'à l'économie mondiale. D'autre part, les Objectifs mondiaux ont réellement besoin des entreprises : à moins que les entreprises privées ne saisissent les opportunités commerciales avec lesquelles elles entendent faire progresser la totalité des Objectifs mondiaux, la promesse d'abondance ne sera pas tenue.

Les membres de la Commission qui, comme nous, sont des chefs d'entreprise, ont choisi d'intégrer les Objectifs mondiaux de développement durable dans leurs stratégies de croissance, leur chaîne de valeur et leurs positions stratégiques. Ce rapport affirme que d'autres chefs d'entreprise devraient prendre les mêmes décisions rapidement et ce, quelle que soit l'importance de leur activité.

## « La réalisation des Objectifs mondiaux générerait des opportunités d'une valeur de 12 000 milliards de dollars ».

La réalisation des Objectifs mondiaux ouvrirait de nouvelles possibilités commerciales pour une valeur de 12 000 milliards de dollars américains dans les quatre systèmes économiques<sup>7</sup> examinés par la Commission. On compte parmi ceux-ci les secteurs de l'agro-alimentaire, de l'urbanisme, de l'énergie et des matériaux, de la santé et du bien-être. Ensemble, ces activités comptent pour quelque 60 pour cent de l'économie réelle et sont essentielles à la réalisation des Objectifs mondiaux. Pour tirer pleinement parti de ces opportunités, les entreprises doivent mettre en œuvre une politique dirigée vers la durabilité écologique et sociale, avec la même vigueur que celle employée à gagner des parts de marché et de la valeur pour leurs actionnaires. Si nous sommes dès à présent soutenus par une masse critique d'entreprises, nous représenterons ensemble une force imparable. Dans le cas contraire, les coûts et l'incertitude d'un développement non durable pourraient devenir tellement oppressants qu'il n'existerait plus d'environnement viable pour mener des affaires.

Il s'agit là d'un territoire inconnu. La transition des entreprises vers un modèle de croissance durable créera un bouleversement, qui met en jeu des risques élevés, mais aussi de formidables opportunités. Il s'agira d'expérimenter de nouveaux modèles économiques « circulaires » plus flexibles, ainsi que des plateformes numériques capables de croître de façon exponentielle pour former de nouvelles chaînes de valeur sociales et environnementales. Apprendre à être les premiers à agir et rapidement est un enjeu essentiel. Il est également indispensable de réduire le risque de voir les actifs bloqués par le passage à des économies à faibles émissions de carbone et plus automatisées.

Le rapport qui suit est un appel à l'action pour les chefs d'entreprise actuels et futurs. Il explique la raison pour laquelle ils doivent concilier leur stratégie de croissance avec les Objectifs mondiaux et de quelle manière ils peuvent conduire ce changement, dans leurs propres entreprises et au-delà.



## L'ANALYSE DE RENTABILITÉ DES OBJECTIFS MONDIAUX

L'analyse de rentabilité du développement durable est déjà convaincante : elle ouvre de nouvelles perspectives, permet des gains d'efficacité, stimule l'innovation et renforce la réputation. Fortes d'une réputation de durabilité, les entreprises attirent et retiennent les employés, consommateurs, clients B2B et investisseurs, tout en protégeant leur licence d'exploitation. C'est ainsi que les entreprises durables à travers le monde prospèrent et offrent des rendements attractifs à leurs actionnaires. C'est également la raison pour laquelle plus de 9 000 entreprises à travers le monde adhèrent déjà aux 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies, qui vise à adopter un comportement durable en matière commerciale<sup>8</sup>.

L'analyse de rentabilité en faveur du développement durable comme stratégie de base prend un plus grand impact à mesure que le monde atteint les Objectifs mondiaux. Nos recherches montrent que les Objectifs mondiaux ouvrent les 60 plus importants points d'attractivité du marché, qui génèrent une valeur allant jusqu'à 12 000 milliards de dollars par an au titre de l'épargne d'entreprise et des revenus commerciaux rien que pour les quatre systèmes économiques examinés à l'horizon 2030 (Annexe 2)<sup>9</sup>. La valeur économique totale dégagée

## ANNEXE 2 :

### Les 60 plus importantes opportunités commerciales en lien avec la réalisation des Objectifs mondiaux

	 <b>Alimentation et agriculture</b>	 <b>Villes</b>	 <b>Énergie et matériaux</b>	 <b>Santé et bien-être</b>
1	Réduction du gaspillage alimentaire dans la chaîne de valeur	Logement abordable	Modèles circulaires : secteur automobile	Partage des risques
2	Services écosystémiques forestiers	Bâtiments à haute efficacité énergétique	Développement des énergies renouvelables	Télésurveillance des patients
3	Marchés alimentaires à faible revenu	Véhicules électriques et hybrides	Modèles circulaires : appareils électriques	Télémedecine
4	Réduction des déchets de consommation alimentaire	Transport public en zones urbaines	Modèles circulaires : systèmes électroniques	Génomique avancée
5	Composition des produits	Covoiturage	Efficacité énergétique : industries à faible intensité énergétique	Activité de services
6	Technologie dans les grandes exploitations agricoles	Équipements de sécurité routière	Systèmes d'accumulation d'énergie	Détection des contrefaçons de médicaments
7	Changement alimentaire	Véhicules autonomes	Récupération des ressources	Lutte anti-tabac
8	Aquaculture durable	Consommation des véhicules à moteur à combustion interne	Efficacité énergétique des utilisations finales	Programmes de suivi pondéral
9	Technologie dans les petites exploitations agricoles	Construction de villes résilientes	Efficacité énergétique : industries à haute intensité énergétique	Prise en charge améliorée des maladies
10	Micro-irrigation	Colmatage des fuites d'eau sur les réseaux publics	Piégeage et stockage du carbone	Dossiers médicaux informatisés
11	Réhabilitation des sols dégradés	Tourisme culturel	Accès à l'énergie	Amélioration des soins maternels et pédiatriques
12	Réduction des déchets d'emballage	Compteurs intelligents	Produits chimiques écologiques	Formation en soins médicaux
13	Intensification de l'élevage bovin	Infrastructures de distribution d'eau et d'assainissement	Fabrication additive	Chirurgie à bas coût
14	Agriculture urbaine	Partage de bureaux	Contenus locaux des industries extractives	
15		Constructions en bois	Infrastructures communes	
16		Bâtiments modulaires et durables	Réhabilitation des mines	
17			Interconnexion de réseaux	

par la mise en œuvre des Objectifs mondiaux pourrait être de 2 à 3 fois plus importante, à supposer que les bénéfices soient captés à l'échelle de l'ensemble de l'économie et qu'ils s'accompagnent d'une meilleure productivité de la main-d'œuvre et des ressources. Il s'agit là d'une hypothèse raisonnable. La réalisation de l'objectif d'équité de traitement salarial entre hommes et femmes pourrait à elle seule, selon les estimations, contribuer à hauteur de 28 000 milliards de dollars au PIB mondial d'ici 2025<sup>10</sup>. L'enjeu est, comme on le voit, considérable.

## Le leadership en faveur du développement durable

La Commission a identifié ci-après les six actions que vous pouvez, en tant que chef d'entreprise, mener à bien pour recevoir votre part de cette richesse. Toutes ces actions appellent un véritable leadership au plus haut niveau, à même de susciter l'effort et l'engagement de chaque membre de votre entreprise et de transformer les marchés sur lesquels vous exercez communément vos talents.

**1. Contribuer au soutien des Objectifs mondiaux en les définissant comme la meilleure stratégie de croissance** pour vos entreprises et pour le monde des affaires en général. Plus les dirigeants d'entreprise comprendront l'analyse de rentabilité des Objectifs mondiaux, plus les progrès en faveur de meilleures entreprises dans un monde meilleur s'accéléreront.

**2. Intégrer les Objectifs mondiaux à la stratégie d'entreprise.** Cette mesure implique la nécessité d'envisager les Objectifs mondiaux dans tous les aspects de votre stratégie : nomination des membres du conseil d'administration et des cadres dirigeants en fixant des priorités et en soutenant l'atteinte des objectifs ; orientation de la planification stratégique et de l'innovation en faveur de solutions durables ; commercialisation de produits et services qui incitent les consommateurs à opérer des choix durables ; et enfin, utilisation des objectifs pour orienter le développement du leadership, l'attribution de responsabilités aux femmes à tous les niveaux, la politique réglementaire et l'allocation de capital. La réalisation des Objectifs mondiaux permettra de créer 380 millions de nouveaux emplois d'ici 2030<sup>11</sup>. Vous devez veiller à ce que vos nouveaux emplois, ainsi que ceux que vous générez par ailleurs, soient décents tant dans leur nature que du point de vue salarial, non seulement dans vos opérations immédiates, mais aussi à travers l'ensemble de vos chaînes d'approvisionnement et réseaux de distribution. En outre, vous devez aider les investisseurs à comprendre l'ampleur de la valeur dérivée des activités durables.

**3. Mener à bien la transition vers des marchés durables avec les pairs du secteur.** Le transfert de secteurs entiers sur une base durable conformément aux Objectifs mondiaux permettra de libérer des opportunités d'affaires beaucoup plus grandes. Prenons l'exemple du secteur agro-alimentaire. Un système alimentaire et agricole mondial conforme aux Objectifs mondiaux fournirait des aliments nutritifs et abordables à une population mondiale en pleine croissance, générerait des revenus plus élevés (en particulier pour le milliard et demi de petits exploitants que compte ce secteur) et permettrait de restaurer les forêts, les ressources en eau potable et les écosystèmes vitaux. Ce système créerait une nouvelle valeur économique de plus de 2 000 milliards de dollars d'ici 2030<sup>12</sup>. Qui plus est, il serait beaucoup plus résilient face aux risques climatiques.

L'option du *statu quo* ne permettra pas cette transformation du marché. L'innovation disruptive menée par quelques pionniers du commerce durable ne suffira pas non plus à mettre en œuvre ce changement. C'est en effet l'ensemble du secteur qui doit évoluer. Les dirigeants d'entreprise tournés vers l'avenir travaillent avec les pairs et parties prenantes de leurs secteurs afin de tracer des parcours collectifs vers un terrain concurrentiel durable, en identifiant pour cela les points critiques, en privilégiant les leviers technologiques et politiques décisifs, en développant de nouveaux profils de compétences et d'emploi, en quantifiant les nouvelles exigences de financement et en définissant les éléments d'une transition équitable. Au cours des 15 prochaines années, les mutations systémiques conformes aux Objectifs mondiaux et réalisées en collaboration avec les homologues sectoriels constitueront une compétence essentielle et distinctive pour un dirigeant d'entreprise d'envergure internationale. Il faudra pour cela créer de nouvelles opportunités, anticiper les risques de disruption et rénover le mode de fonctionnement des entreprises.

**4. Collaborer avec les décideurs afin de payer le coût réel en termes de ressources naturelles et humaines.** Une concurrence durable implique que tous les participants soient confrontés à des prix reflétant les coûts réels de leurs activités, autrement dit qu'ils « internalisent les externalités », pour employer le jargon consacré. L'idée d'appliquer le principe du pollueur-payeur d'après la responsabilité réelle au plan environnemental et social est évoquée depuis longtemps. Pour autant, la nécessité d'augmenter fortement le prix du carbone devient de plus en plus urgente pour faire face au risque d'un changement climatique impossible à maîtriser.

La fixation de prix pour le carbone et pour d'autres ressources environnementales (notamment l'eau, dans de nombreuses régions), avec la résolution de s'y tenir, donnerait le coup d'envoi d'une « spirale positive ». Les entreprises qui choisissent de verser des salaires minimums et de payer les ressources à leurs prix réels doivent être assurées que leurs concurrents feront de même dans un avenir assez proche si elles ne veulent pas se retrouver désavantagées sur le plan des coûts. Les chefs d'entreprise doivent donc collaborer ouvertement avec les régulateurs, le monde des affaires et la société civile afin d'élaborer des politiques fiscales et réglementaires qui créent des conditions de jeu plus équitables et conformes aux Objectifs mondiaux. Ces mesures pourraient impliquer une meilleure progressivité des systèmes fiscaux, qui réduise la taxation de la valeur travail et augmente celle de la pollution et des ressources sous-évaluées.

**5. Faire pression pour que le système financier tende vers des investissements durables à plus long terme.** La réalisation des Objectifs mondiaux nécessitera vraisemblablement un investissement supplémentaire estimé à 2 400 milliards de dollars par an, en particulier pour les projets d'infrastructure et d'autres projets à périodes de remboursement plus longues<sup>13</sup>. Les capitaux nécessaires à cet effet sont disponibles. Mais dans les circonstances incertaines du monde actuel, la plupart des investisseurs recherchent avant tout des liquidités et des bénéfices à court terme. Dès lors que les entreprises paieront des taux « pleins » reflétant leurs externalités sociales et environnementales, leur rendement financier sera le principal signal nécessaire aux investisseurs pour appréhender leurs performances relatives au regard des Objectifs mondiaux. Or, l'application de taux pleins à l'ensemble de l'économie demandera du temps. Dans cette attente, et pour commencer d'ores et déjà à se rapprocher de cette échéance, les chefs d'entreprise peuvent renforcer leurs flux de capitaux dans des investissements

durables en se fondant sur trois principes : 1) des classements de performance cohérents et transparents en matière de développement durable, liés aux Objectifs mondiaux ; 2) un recours plus large et plus efficace à des instruments financiers mixtes afin de partager les risques et attirer davantage de financements privés vers les infrastructures durables ; 3) un alignement des réformes réglementaires du secteur financier sur les investissements durables à long terme.

**6. Reconstruire le contrat social.** La confiance dans les affaires s'est sérieusement détériorée depuis la crise financière mondiale et le tissu social perd de sa substance. Nombreux sont ceux qui considèrent que les entreprises n'ont pas tenu leurs engagements en matière de contrat social. Les chefs d'entreprise peuvent regagner la confiance de la société et obtenir l'autorisation d'exercer leurs activités en travaillant de pair avec les gouvernements, les consommateurs, les salariés et la société civile, en réalisant l'ensemble des Objectifs mondiaux et en promouvant leurs politiques de manière ouverte et responsable.

Pour restaurer le contrat social, les entreprises doivent payer comme tout le monde leurs impôts de manière transparente et contribuer positivement aux communautés dans lesquelles elles opèrent. Au total, plus de 700 millions de travailleurs sont employés directement et indirectement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales<sup>14</sup>. Le fait de les traiter avec respect et de leur verser un salaire décent contribuerait grandement à bâtir une société plus inclusive et à élargir les marchés de consommation. L'investissement en faveur de la formation des individus pour leur permettre de réaliser pleinement leur potentiel produirait de meilleurs retours sur investissements grâce à une productivité plus élevée de la main-d'œuvre. Faire en sorte que le contrat social s'étende du secteur formel au secteur informel, en traduisant en actes les Principes directeurs des Nations Unies sur les droits de l'homme<sup>15</sup>, est une condition qui ne devrait pas être négociable. Il reste encore entre 20 et 40 millions de personnes travaillant dans des formes d'esclavage moderne<sup>16</sup> et plus de 150 millions d'enfants employés dans des champs, mines, ateliers et décharges, ce qui contribue pour une grande part à alimenter une économie mondiale invisible et non protégée<sup>17</sup>

« Plus de 150 millions d'enfants travaillent de façon invisible et non protégée ».

Cette situation qui est une dérive du capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle est aujourd'hui devenue inacceptable. Les conseils d'administration, les investisseurs et les consommateurs ne peuvent plus continuer à fermer les yeux.



## Faire le bon choix

Les entreprises ne doivent pas nécessairement ouvrir la voie du changement vers une économie mondiale durable. Deux alternatives s'offrent à elles. Elles peuvent continuer sur la même voie, autrement dit ne transiter que lentement vers l'économie durable au rythme de deux pas en avant et d'un pas en arrière. Ou alors, elles peuvent différer cette transition en raison des avantages qu'elles perçoivent dans le maintien du *statu quo*.

Quoi qu'il en soit, aucune de ces options n'offre d'avenir à longue échéance. Le constat scientifique des spécialistes de l'environnement et du climat est clair, tout comme le coût croissant de l'inaction. Les citoyens et la plupart des gouvernements réclament des progrès plus rapides.

Retarder la création d'un monde meilleur est une erreur et les membres des conseils d'administration, employés, consommateurs et investisseurs veulent faire les bons choix. Si les progrès sont trop lents, il n'y aura peut-être bientôt plus de monde viable où exercer ses activités.

Si les indicateurs sociaux et environnementaux ne s'améliorent pas d'ici les 5 à 15 prochaines années, on peut s'attendre à une mobilisation croissante des populations contre les entreprises et à des mesures réglementaires de plus en plus sévères de la part des gouvernements. Les pionniers qui ont déjà aligné l'utilisation de leurs ressources et la gestion de leur main-d'œuvre sur les Objectifs mondiaux auront une avance de 5 à 15 ans dans le domaine du développement durable. Plus vite une masse critique de chefs d'entreprise décidera d'aligner ses objectifs d'activité sur les Objectifs mondiaux et de rendre ses secteurs plus durables, plus les activités seront abondantes pour tout le monde au sein d'un univers plus prévisible, prospère et pacifié.

Certains d'entre nous, parmi les membres de la Commission, dirigeons ou proposons nos services à des petites entreprises. De même, chacun de nous collabore avec des fournisseurs et des chaînes d'approvisionnement appartenant au monde des PME. Nous sommes conscients que parmi les 380 millions de nouveaux emplois nés de la concrétisation des Objectifs mondiaux, bon nombre seront créés au sein de cette catégorie d'entreprises. Leurs stratégies joueront un rôle critique dans la progression en faveur de marchés durables et les progrès des chaînes de valeur pourraient être retardés en l'absence de soutien nécessaire. Ces acteurs ont notamment besoin d'accéder à des modes de financement abordables, de manière à consentir des investissements pérennes à même de produire un impact social et environnemental positif, ainsi que des rendements satisfaisants.

Au cours des prochains mois, les membres de la Commission envisagent de soutenir tous les dirigeants qui, comme nous, souhaitent voir de meilleures entreprises prospérer dans un monde meilleur. Il est grand temps de changer la donne.

## Références

- <sup>1</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2015. *Impact des catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*. Rome. Disponible sur le site : <http://www.fao.org/3/a-i5128e.pdf>.
- <sup>2</sup> Analyse AlphaBeta pour la Commission des entreprises et du développement durable. Sur la base des données fournies par : Institut pour l'Économie et la Paix, 2015. *Indice mondial de la paix 2015*. Disponible sur le site : [http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2015/06/Global-Peace-Index-Report-2015\\_0.pdf](http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2015/06/Global-Peace-Index-Report-2015_0.pdf).
- <sup>2</sup> Analyse AlphaBeta pour la Commission des entreprises et du développement durable. Sur la base des données fournies par : Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2010. *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB)*. Disponible sur le site : <http://www.teebweb.org>.
- <sup>4</sup> ONU Femmes, 2015. *Données et chiffres : Émancipation économique*. ONU Femmes. Disponible sur le site : [http://www.unwomen.org/en/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures#\\_ednref9](http://www.unwomen.org/en/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures#_ednref9). Sur la base des données fournies par le portail de données pour la parité hommes-femmes de la Banque mondiale. Disponible sur le site : <http://datatopics.worldbank.org/gender/>
- <sup>5</sup> Edelman, 2017 (parution prochaine). *Baromètre de confiance Edelman 2017 : Étude mondiale annuelle*. Disponible sur le site : <http://www.edelman.com>.
- <sup>6</sup> Nations Unies. *Objectifs pour le développement durable*. Disponible sur le site : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>.
- <sup>7</sup> PricewaterhouseCoopers (PwC), 2015. *Make it your business: Engaging with the Sustainable Development Goals*. Disponible sur le site : [https://www.pwc.com/gx/en/sustainability/SDG/SDG%20Research\\_FINAL.pdf](https://www.pwc.com/gx/en/sustainability/SDG/SDG%20Research_FINAL.pdf).
- <sup>8</sup> Les systèmes économiques sont définis comme des secteurs d'activité économique ayant des facteurs de valeur communs. À titre d'exemple, le système économique agroalimentaire englobe toutes les activités économiques qui apportent de la valeur à l'approvisionnement alimentaire destiné aux consommateurs, depuis les engrais et la production agricole jusqu'à la logistique et au commerce alimentaire de détail.
- <sup>9</sup> Pacte mondial des Nations Unies. *Les dix Principes du Pacte mondial des Nations Unies*. Disponible sur le site : <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission/principles>.
- <sup>10</sup> Woetzel, J., Madgavkar, A., Ellingrud, K., Labaye, E., Devillard, S., Kutcher, E., Manyika, J., Dobbs, R. et Krishnan, M., 2015. *How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth*.
- <sup>11</sup> AlphaBeta, 2017 (parution prochaine). *Faire valoir les objectifs du développement durable : débloquer les opportunités commerciales pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Document participatif de la Commission des entreprises et du développement durable Disponible sur : <http://businesscommission.org>.
- <sup>12</sup> AlphaBeta, 2016. *Faire valoir les objectifs du développement durable dans les secteurs alimentaires et agricoles : débloquer les opportunités commerciales pour accélérer une croissance durable et inclusive*. Document participatif de la Commission des entreprises et du développement durable Disponible sur le site : <http://s3.amazonaws.com/aws-bsdc/Valuing-SDG-Food-Ag-Prize-Paper.pdf>.

<sup>13</sup> Schmidt-Traub, G., 2015. *Investment Needs to Achieve the Sustainable Development Goals: Understanding the Billions and Trillions*. Document de travail du Réseau de solutions pour le développement durable - Version 2. Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies, 12 novembre. Disponible sur le site : <http://unsdsn.org/wp-content/uploads/2015/09/151112-SDG-Financing-Needs.pdf>.

<sup>14</sup> Bureau international du Travail (BIT), 2016. *Rapport IV : Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales*. Conférence internationale du travail, 105ème session, 2016. Genève. Disponible sur le site : [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_468097.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_468097.pdf).

<sup>15</sup> Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies, 2011. *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme*. New York et Genève. Disponible sur le site : [http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR\\_EN.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_EN.pdf).

<sup>16</sup> Bureau international du Travail (BIT), 2012. *Estimations du travail forcé dans le monde : résultats et méthodologie*. Programme d'action spécial de lutte contre le travail forcé (SAP-FL). Genève. Disponible sur le site : [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---declaration/documents/publication/wcms\\_182004.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---declaration/documents/publication/wcms_182004.pdf).

<sup>17</sup> Bureau international du Travail (BIT), 2013. *Mesurer les progrès dans la lutte contre le travail des enfants : estimations et tendances mondiales 2000-2012*. Programme international pour l'abolition du travail des enfants. Disponible sur le site : [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---ipecc/documents/publication/wcms\\_221513.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipecc/documents/publication/wcms_221513.pdf).

# LA COMMISSION DES ENTREPRISES ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Commission des entreprises et du développement durable a été créée à Davos en janvier 2016. Elle réunit des dirigeants des milieux d'affaires, des finances, de la société civile, du travail et des organisations internationales, avec le double objectif d'évaluer la valeur économique dont pourraient bénéficier les entreprises si les objectifs de développement durable des Nations Unies sont atteints, et décrit la manière dont les entreprises peuvent contribuer à la réalisation de ces objectifs.

Le rapport *Des entreprises meilleures pour un monde meilleur* a été dirigé par les commissaires et soutenu par : le Département australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), la Fondation Bill & Melinda Gates, le Global Green Growth Forum (3GF), l'Agence suédoise pour le développement international et la coopération (Sida), le Ministère néerlandais des affaires étrangères (MoFA), le Ministère norvégien du climat et de l'environnement, la Fondation Rockefeller et le Département britannique pour le développement international (DFID).

La Commission des entreprises et du développement durable a supervisé ce rapport avec le soutien du secrétariat de la Fondation des Nations Unies et SYSTEMIQ. Présidée par Lord Mark Malloch-Brown, la Commission regroupe des chefs d'entreprise du monde entier.

Les membres de la Commission des entreprises et du développement durable valident l'orientation générale des arguments, des conclusions et des recommandations formulés dans ce rapport, mais cela ne veut pas dire qu'ils en approuvent chaque mot ou numéro. Ils siègent à titre personnel à la Commission. Les institutions auxquelles ils sont affiliés n'ont pas été invitées à approuver officiellement le rapport.

## Pour en savoir plus, consultez les sites suivants :

🌐 <http://businesscommission.org>

in <https://www.linkedin.com/company/business-commission>

f <https://www.facebook.com/businesscommission>

🐦 <https://twitter.com/bizcommission>

Crédits photos pour la page de couverture : Ly Hoang Long/<http://lylongphoto.com>

Les lecteurs peuvent reproduire les documents pour leurs propres publications, à condition qu'ils ne soient pas vendus commercialement et qu'ils reçoivent une attribution appropriée. Copyright : Commission des entreprises et du développement durable. Le contenu de ce site est distribué sous attribution de licence Creative Commons NonCommercial 4.0 International (cc by-nc 4.0).